



Fédération Nationale des Syndicats de Transports CGT

COMMUNIQUE DE PRESSE SITUATION MEGABUS

LES CARS MACRON SENTENT LE SAPIN

Les 174 salariés de la société MEGABUS, ex-sous-traitante de Flixbus, subissent de plein fouet les effets de la loi Macron libéralisant et dérèglementant le transport collectif de voyageurs. Cette entreprise se retrouve en faillite et cessation d'activité sur tout le territoire national.

Loin des espérances de développement de ce nouveau marché low-cost, nous assistons à un véritable gâchis financier où l'argent public est déversé dans un puits sans fond. Transdev, un des principaux leaders mondiaux de transport collectif et instigateur de la loi Macron, étudie sérieusement l'abandon de ses propres lignes les plus déficitaires...

Côté SNCF, l'addition risque d'être encore plus lourde, plusieurs centaines de millions ont déjà été investis en pure perte.

Que ce soit Transdev dont l'actionnaire principal n'est autre que la Caisse des Dépôts et Consignations avec sa filiale ISILINE, ou la Sncf, avec sa filiale OUIBUS, c'est bien l'argent public qui finance totalement cette activité commerciale et ses déficits.

La Cgt avait prévenu : c'est bien la démonstration que cette ultra concurrence via la guerre des prix à 4 centimes du km où les utilisateurs ne paient pas le juste prix n'a que trop duré. Qui paiera l'addition au final si ce n'est les salariés ?

La Cgt demande une révision immédiate de la loi Macron et exige une autre politique de transport de voyageurs mettant fin à la concurrence entre les modes, répondant vraiment aux besoins des usagers, d'aménagement et de développement des territoires, de prendre en compte les enjeux environnementaux et assurant un haut niveau social aux salariés travaillant dans ces professions.

La CGT accompagnera les salariés de MEGABUS dans toutes les actions qu'ils comptent mettre en œuvre pour se faire entendre.

Montreuil, le 16 novembre 2016.